



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N° 149 -DDPP-2014**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre I et du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8 et L.511-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 1977 modifié par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 26 août 2009, réglementant les activités exercées par la société MOTOROP BRM INDUSTRIES pour son établissement sis à RIORGES – ZI de la Villette – 1356 rue Louise Michel ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 avril 2014, établi à la suite d'une inspection du 22 janvier 2014 sur le site de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES – ZI de la Villette – 1356 rue Louise Michel ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES – ZI de la Villette – 1356 rue Louise Michel, n'a pas réalisé l'auto-surveillance des rejets aqueux de ses installations conformément à l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES – ZI de la Villette – 1356 rue Louise Michel, n'a pas réalisé l'auto-surveillance des émissions atmosphériques de ses installations conformément à l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'exploitant de la société MOTOROP BRM INDUSTRIES à RIORGES – ZI de la Villette – 1356 rue Louise Michel est mis en demeure de suivre les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 août 2009 :

- en transmettant **sous trois mois** à l'inspection les résultats de l'auto-surveillance des rejets aqueux. Les mesures sont réalisées à chaque bâchée, après pré-traitement et avant rejet sur les paramètres suivants : volume, température, pH, MES, DCO, Phosphore, Métaux totaux, Fer, Aluminium, Zinc et hydrocarbures totaux.

Les résultats seront transmis régulièrement à l'inspection ( déclaration mensuelle sous GIDAF), (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf>).

- en transmettant **sous trois mois** à l'inspection les résultats de l'auto-surveillance 2013 des émissions atmosphériques. L'analyse annuelle est à réaliser sur les machines à laver et la chaîne de traitement de surface (contrôle de concentrations de l'acidité totale et des alcalins au niveau de chaque exutoire) et doit également comporter une estimation des émissions diffuses.

**ARTICLE 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de RIORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

30 AVR. 2014

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Société MOTOROP BRM INDUSTRIES

ZI de la Villette

1356 rue Louise Michel

42153 RIORGES CEDEX

- Monsieur le maire de RIORGES

- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono